

Ford-Blanquefort : les salariés rejettent à nouveau le PSE de Ford

15h50, le 07 février 2019 , modifié à 16h40, le 07 février 2019

Un comité d'entreprise extraordinaire a rendu jeudi un avis négatif "à l'unanimité" sur le plan de sauvegarde de l'emploi présenté par le groupe américain.

Les salariés de Ford à Blanquefort, en Gironde, ont rejeté à nouveau jeudi [le plan social accompagnant une fermeture du site](#), que le groupe américain devait formellement représenter avant un dernier avis administratif, a-t-on appris de sources syndicales.

Un comité d'entreprise extraordinaire, dont l'avis n'est que consultatif, a rendu un avis négatif "à l'unanimité" sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) présenté par le groupe américain, selon les délégués CGT et FO. Une première mouture de ce plan, présenté et rejeté par le CE le 18 décembre dernier, [avait été ensuite retoquée le 28 janvier](#) par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte).

"Ford ne change pas de cap". "C'était juste une formalité. Ford ne change pas de cap. Ils ont expliqué comme en décembre dernier qu'il n'était pas question d'une reprise", a indiqué le délégué CGT Philippe Poutou alors que selon l'élue FO Jean-Marc Chavant "Ford n'a pas bougé d'un iota". Mais "nous avons fait les choses sérieusement, nous avons réargumenté contre la logique de fermeture", a indiqué Philippe Poutou.

LIRE AUSSI - [Ford écarte l'offre de reprise pour Blanquefort : "hors de question d'accepter cette fermeture", s'insurge Philippe Poutou](#)

Les syndicats attendent une intervention de l'État. La Direccte a maintenant 21 jours pour homologuer ou non le PSE. Les syndicats espèrent eux pouvoir trouver une solution en rencontrant le ministre de l'Économie [Bruno Le Maire](#), peut-être le 14 février, à Bercy.

"On insiste pour que l'État intervienne même si le projet Punch tombe à l'eau, ce qui est à envisager aujourd'hui", a affirmé Philippe Poutou, "il faut une autre solution. On ne se résigne pas à la fermeture de l'usine, à l'arrêt de l'activité sur le site de Blanquefort", a-t-il dit.

L'État "doit mettre ses actes en accord avec ses déclarations fracassantes ou nous dire dans les yeux que 'c'est mort'", selon l'élue FO en référence aux accusations de "trahison" lancées par le ministre de l'Économie.

850 employés sur le site. Le constructeur américain Ford a annoncé début 2018 son intention de se désengager de l'usine de boîtes de vitesses, implantée en 1972 et qui emploie quelque 850 personnes près de Bordeaux. Il avait refusé une offre de reprise de la société franco-belge basée à Strasbourg Punch-Powerglide, pourtant appuyée par l'État et les syndicats. L'offre permettrait de conserver environ 400 emplois mais les syndicats sont pessimistes sur ses chances après avoir rencontré le 1er février la direction de Punch à Strasbourg.

